



COURANTS FONDAMENTALISTES EN BELGIQUE

Brigitte Maréchal*

Le devenir de l'islam belge ne diffère pas fondamentalement de celui en cours dans les autres pays européens et les dynamiques fondamentalistes apparaissent y avoir à priori d'autant moins de place que le contexte apparaît fortement intégrateur. De telles dynamiques se développent pourtant et ont un relatif succès, notamment en raison de leurs capacités organisationnelles. Elles valorisent diverses manières d'être musulman : piétiste, intégrateur de conscientisation sociopolitique, moralisateur et rigoriste, de militantisme politique voire même armé. Les formes militantes radicales se développent de manière relativement marginale et épisodique, bien que quelques îlots importants soient à signaler.

Le devenir de l'islam belge--qui s'est implanté depuis le début des années 1960--ne diffère pas fondamentalement de celui en cours dans les autres pays européens. S'il affiche une spécificité par rapport à ses voisins, celle-ci est due à des éléments contextuels à l'islam. Tout d'abord l'existence d'une communauté musulmane de quelques 400 000 personnes, qui reste assez fortement polarisée selon des critères ethniques, composée à moitié par des populations d'origine maghrébine, en grande majorité marocaine, et à moitié de populations d'origine turque. Une communauté originaire de la péninsule indienne ainsi que d'Afrique sub-saharienne commence aussi à être présente. Deuxièmement, la Belgique ne s'est jamais confrontée à l'islam dans son histoire coloniale, à la différence des français ou des britanniques : il n'y a pas à cet égard un « contentieux colonial » qui se mêle à la réalité de l'islam, comme dans le cas français où les relations avec les musulmans se trouvent complexifiées et même considérablement alourdies depuis le partage de ce passé commun. Troisièmement, le statut public du religieux en Belgique est à mi-chemin entre un statut qui prône la séparation nette entre État et religion (à la manière française) et celui qui s'oriente vers une gestion des institutions religieuses par l'État. D'un point de vue conceptuel, cette situation

est énoncée en disant que l'État n'est pas « laïc », mais qu'il est « neutre ». Cette neutralité, inspirée d'une vision pragmatique du politique, permet de concevoir le financement des cultes et autorise l'enseignement de la religion au sein de l'école officielle. Depuis la fin du 19^{ème} siècle, cette neutralité est par ailleurs conçue de manière plurielle. En effet, bien que le catholicisme ait, en Belgique, une position prédominante, d'autres cultes furent aussi reconnus comme cultes finançables par l'État : l'anglicanisme (religion du premier roi des belges), le protestantisme, le judaïsme. Depuis les années 1970, la religion orthodoxe et l'islam sont également reconnus. Le bouddhisme est dans une phase avancée pour obtenir la reconnaissance. Quatrièmement, la réalité belge se distingue par le fait qu'elle promeut un fort développement associatif « pré-politique », très pluriel, dans lequel les musulmans se sont intégrés, c'est-à-dire la réalité syndicale ou associative en général. À cette situation s'ajoute également l'intégration importante des musulmans dans la réalité politique belge, liée au fait que la grande majorité des musulmans ont acquis la nationalité belge. En somme, que ce soit par l'intégration du culte dans les financements de l'État ou que ce soit par l'intégration politique et civique des citoyens, la réalité belge a fortement avancé dans l'intégration des

musulmans. Le processus est loin d'être achevé et présente de nombreuses difficultés. Mais ces difficultés et les débats concomitants sont, en quelque sorte, la preuve de ce processus intégrateur. Dans ce contexte fortement intégrateur, les dynamiques fondamentalistes apparaissent comme n'ayant pas de place. Elles se développent pourtant et ont un relatif succès, notamment en raison de leurs capacités organisationnelles. Il reste vrai que les formes militantes plus engagées - celles radicales en particulier - se développent de manière relativement marginale et épisodique, bien que quelques îlots importants soient à signaler. Ainsi, cet article a donc pour objet d'analyser le développement des courants fondamentalistes en Belgique et la situation actuelle. Par fondamentalisme, on entend ici des mouvements musulmans caractérisés par les traits suivants. Tout d'abord, une méthode cognitive qui, selon l'étymologie originale du terme,¹ entend désigner le fait que ces courants visent à opérer un retour revitalisant aux sources de l'islam, sachant que ces sources peuvent d'ailleurs être lues de manières diverses, depuis une approche très littéraliste à une méthode plus interprétative. Deuxièmement, l'idée de fondamentalisme renvoie aussi au fait que la vision religieuse devient une composante dominante, performative, de manière exclusive, de l'éthique individuelle, alors que les autres angles d'appréhension du réel se trouvent écartés ou ignorés. Troisièmement, on entend également associer à l'idée de fondamentalisme le fait que de cette lecture et de cette éthique individuelle résulte une idéologie, entendue comme une vision du monde qui étend l'élargissement du religieux à toutes les sphères de l'existence collective, depuis la sphère du collectif civil à celle du collectif étatique. Quatrièmement cette vision du monde et cette éthique amènent une injonction d'action et de mobilisation. Celle-ci se manifeste à des degrés et des intensités diverses par la prédication, l'action conversionniste, la mobilisation politique (qui peut prendre également, dans certains cas, une expression armée). Le recours à de tels critères

explique la raison pour laquelle l'analyse ici des mouvements, tels que la Ligue Arabe Européenne, fondée par le libanais Dyab Abu Jahjah, ou encore le mouvement turc des Loups Gris, n'est pas abordé. Ces derniers sont parfois associés à des mouvements islamistes mais ils revendiquent plutôt d'autres aspirations : panarabistes pour le premier et nationalistes turques aux relents racistes et fascistes pour les seconds. Pour eux, l'islam représente tout au plus un support idéologique supplémentaire qui leur confère davantage de légitimité auprès des populations musulmanes : il semble assez loin de constituer leur objectif premier.

L'ISLAM EN BELGIQUE

La présence musulmane populaire en Belgique a commencé à la suite des migrations de travail à la fin des années 1950. Elle s'est amplifiée dans les années 1960-70. La crise pétrolière et l'arrêt consécutif des immigrations n'ont pas empêché l'arrivée des musulmans par la suite de dynamiques migratoires dues aux regroupements familiaux, mais aussi aux immigrations clandestines ou de réfugiés politiques.

Quelque 400 000 personnes sont présentes. Elles sont réparties sur l'ensemble du pays, mais avec des concentrations particulières dans certaines zones urbaines, telles Bruxelles, Anvers et Gand. Comme dans le reste de l'Europe, à partir de la moitié des années 1970, une partie des musulmans belges a activé ses références religieuses et a commencé à se doter d'infrastructures religieuses (salles de prière, écoles coraniques, etc.). Celles-ci étaient environ 130 au début des années 1980, 200 au début des années 1990, 310 au début des années 2000. Cette augmentation est due à l'accroissement de la population mais, surtout, elle est un indicateur de la vitalité de la demande et de l'intérêt pour le religieux.

Par ailleurs, en raison de la loi belge sur l'enseignement (notamment à la suite du « Pacte scolaire » du 29 mai 1959), des cours de religion musulmane sont enseignés au sein de l'école publique. Quelques 700 enseignants

sont en fonction en 2006, tant dans l'enseignement primaire que secondaire, que ce soit à temps plein ou à temps partiel² ; c'est probablement la raison pour laquelle une seule école islamique du niveau primaire a été ouverte en Belgique alors que la loi belge permet leur ouverture. Cette école est d'ailleurs relativement peu fréquentée et considérée parmi les musulmans. Le mouvement turc des Süleymanlı a ouvert un internat, ainsi qu'une association et a annoncé, en mai 2007, l'ouverture d'une école primaire.

LA FORME PIÉTISTE DU FONDAMENTALISME

Les années 1960 et le début des années 1970 sont marqués par la présence d'une population d'origine musulmane qui exprimait de façon très peu explicite son appartenance religieuse. Les références à l'islam, plutôt réduites, se limitaient à la vie privée. Le respect des obligations religieuses (interdits alimentaires, Ramadan, prières) était également assez peu observé. Le grand tournant commença au milieu des années 1970, parallèlement au « retour de l'islam ».³ Celui-ci est concomitant à l'importante réorientation des perspectives migratoires : les migrants envisageaient, en effet, jusqu'alors, la migration en Europe comme temporaire mais ils prennent conscience que leur implantation en Belgique et celle de leurs enfants deviennent définitives suite à l'émergence d'une deuxième génération et à l'arrêt des flux migratoires. D'un coup, l'identité musulmane devient un enjeu identitaire majeur et sa transmission un devoir familial.⁴

Dans ces années, l'influence de la *Jama'at al-Tabligh* se développe de manière impressionnante auprès des populations arabes. Ce mouvement, fondé par M. Ilyas en Inde dans les années 1930,⁵ encadre de nombreuses mosquées. Son message simple, son invitation à une pratique religieuse intense, son insistance à imiter pratiquement la vie du Prophète font mouche. Ils constituent un instrument simple et efficace pour des

populations quasi analphabètes et en recherche de réidentification.⁶

Ce mouvement peut être caractérisé de fondamentaliste selon les traits que déjà retenus. Il vise un retour aux fondements textuels et pratiques de l'islam et appelle à une totalisation de l'existence individuelle à partir de critères religieux qui englobent le comportement et l'éthique. Fortement conversionniste, il propose une vision de la communauté qui exige que celle-ci soit modelée par le religieux. Cependant, le Tabligh adopte une attitude réservée face à l'action politique et s'abstient de préconiser le recours à l'action armée. Il demeure avant tout un mouvement pieux et moralisateur de la vie individuelle et familiale même s'il est considéré, selon des observateurs attentifs aux phénomènes de la politisation, comme « un substrat de l'islam politique ».⁷ La raison invoquée est celle de la forte identification islamique exprimée par le Tabligh, dans une perspective de séparation de la société, de repli par rapport au contexte occidental considéré comme extérieur, inconciliable avec sa vision de l'être musulman. Dans cette situation, chez certains (il est important de ne pas généraliser), des attitudes d'hostilité à l'égard du contexte environnant peuvent se développer. Toutefois, malgré les affirmations précédentes, il importe de souligner que la découverte de réseaux terroristes en Belgique n'a jamais mis en lumière qu'il existe des liens entre la socialisation dans des mosquées Tabligh et le passage à l'acte terroriste.

Par ailleurs, depuis la fin des années 1990, le Tabligh vit un moment de crise. Ceci est dû à des raisons de conflits internes. Mais la crise est aussi due à la difficile transition de la première génération des musulmans aux générations suivantes. En effet, si ce mouvement faisait sens pour des musulmans analphabètes car il proposait avant tout des pratiques, il éprouve plus de difficultés à s'ancrer auprès des jeunes générations musulmanes. Car non seulement celles-ci sont plus scolarisées et demandent donc une élaboration intellectuelle de la foi plus complexe, mais elles sont aussi plus intégrées socialement et culturellement à la société

ambiante. Dans le monde turc, il n'y a pas d'équivalent à cette forme piétiste du fondamentalisme car la présence du fondamentalisme turc en Europe s'est surtout caractérisée par sa dimension politique.

LES FONDAMENTALISMES DE CONSCIENTISATION SOCIO- POLITIQUE

La présence de mouvements fondamentalistes de conscientisation sociopolitique est relativement ancienne en Belgique. Il s'agit de mouvements qui prônent un engagement social et politique des musulmans. Ils requièrent de leurs membres un investissement personnel fort dont ils établissent le fondement dans une lecture morale des textes fondateurs.

La présence de ces mouvements est liée à l'arrivée d'étudiants et de réfugiés politiques. Elle est antérieure à une conscience islamique diffuse au sein de la population. Mais c'est à partir de la fin des années 1970 et du début des années 1980 que des mouvements fondamentalistes, qui visent à proposer une vision engagée sur le plan sociopolitique, s'implantent en Belgique et ailleurs en Europe.

Le courant conscientisateur et intégrateur des Frères musulmans

Dans les années 1960, les Frères sont notamment présents dans le milieu universitaire. Quelques Frères se réunissent dans un petit centre créé à l'Université Libre de Bruxelles (une université proche des courants francs-maçons) à l'instigation d'un Frère Musulman syrien : l'*Union Internationale des Étudiants Musulmans* qui regroupe, dès 1964, une quarantaine d'universitaires de confession musulmane et qui fonctionne de facto pendant quelques années durant. Ce centre constitue une plateforme de rencontres pour des étudiants musulmans et sert aussi à nouer des contacts en Europe. La plupart apparaissent alors surtout intéressés par des débats sur l'islam et leurs pays respectifs, voire du monde

musulman en général. Leur activité islamique est confinée à ces liens interpersonnels.

À la fin des années 1970, de nouveaux arrivants s'établissent en Belgique, à la suite des mouvements de répression qui ont vu le jour en Syrie, mais aussi en Tunisie et au Maroc. Ces arrivées se comparent à celles qu'ont connues d'autres pays européens, comme ce fut le cas de figures éminentes telles que le syrien Issam al-Attar qui s'établit à Aachen, en Allemagne, tout près de la frontière belge, ou, plus tardivement, du tunisien Rashid Gannoushi au Royaume-Uni.

Les Frères s'emploient à (re)constituer des cercles sur une base régionale et selon leur méthode classique de travail. Il s'agit de petits noyaux qui se réunissent de manière régulière dans le but de maintenir une solidarité interindividuelle, notamment par l'approfondissement de la foi et par la promotion d'actions communes. On retrouve désormais ces tout petits noyaux de militants de part et d'autre de la frontière linguistique : à Bruxelles, à Liège, à Verviers, à Anvers et à Gand. Au niveau national, ils sont rassemblés au sein de la *Ligue des Musulmans de Belgique* (LMB), dont l'actuel président est l'anversois Karim Chemlal. Le Cheikh algérien Abdelhamid Bouzioune, décédé en 2005, figure parmi leurs références intellectuelles. Les rencontres restent très discrètes, par fidélité à certaines pratiques liées à l'histoire des Frères et car ils ne souhaitent pas indisposer les responsables locaux de mosquées dont ils sont proches. Ils estiment que ces derniers pourraient être interpellés soit par des autorités publiques, d'emblée méfiantes à l'égard du mouvement, soit par des musulmans piétistes qui ne souhaitent pas que leur lieu de culte soit associé au courant Frériste.

Les Frères expriment des sensibilités personnelles diverses. En conséquence, ils se partagent en divers courants de pensée ou groupes de rencontres. Les membres du mouvement entretiennent parfois même des liens ambivalents entre eux, car par-delà ces regroupements qui sont composés au gré des affinités individuelles, il existe certains clivages.

D'une part, il y a des personnes et des groupes qui s'investissent avant tout dans la vie locale de tous les jours alors que d'autres agissent plutôt au niveau d'enjeux plus globaux. Les premiers donnent ainsi par exemple, des cours d'arabe ou de religion islamique aux enfants dans les mosquées. Historiquement, certains d'entre eux y voient là un moyen de financer leurs études alors que d'autres acceptent plutôt ces responsabilités en vue d'acquérir une expérience qui pourrait leur être utile dans la propagation de la praxéologie des Frères parmi les couches populaires lors de leur retour dans leur pays d'origine. Pour les jeunes, ils organisent des camps de vacances qui, à l'instar des camps scouts, misent sur la détente et la spiritualité. Certains finissent par devenir imams ou professeurs de religion islamique car des cours de religion islamique ont été introduits dans l'enseignement public dès 1978. Ils participent à la création et à la gestion des mosquées. Ils aident leurs coreligionnaires à approfondir leur foi et à adopter une vision moins traditionaliste, plus pédagogique, plus moderne, selon laquelle la dimension collective de l'être musulman est présentée comme primordiale.

D'autres (ce sont parfois les mêmes individus) apparaissent plus engagés dans des enjeux liés à l'islam mondial. Ils s'investissent ainsi dans des initiatives humanitaires, notamment dans les organisations telles que l'*Islamic Relief* ou *Humanitaire al-Aqsa*. Ils créent aussi un comité de réflexion sur l'économie islamique. Les Frères témoignent donc d'une certaine flexibilité : ils multiplient leurs lieux d'investissement en convertissant leurs capitaux culturels et sociaux (c'est-à-dire en n'hésitant pas à occuper des niches jusque là inoccupées par leur mouvement) et en tirant parti du *welfare* religieux puisqu'ils parviennent à profiter d'une société de bien-être qui étend aussi cette conception au niveau du religieux (notamment en Belgique, lorsque les autorités publiques attribuent des financements directs pour le salaire des imams et des professeurs de religion).

D'autre part, des liens ambivalents sont maintenus entre les Frères qui partagent des

affinités et des sensibilités différentes. En effet, tandis que certains se rattachent au courant organisationnel majoritaire de la mouvance des Frères, dont les membres sont rassemblés au sein de la *Ligue des Musulmans de Belgique* mentionnée plus haut et qui regroupe tout au plus quelques dizaines de membres, d'autres se ménagent avant tout des liens de proximité avec tel ou tel leader. Ils forment alors des réseaux qui nourrissent leurs particularités au sein de la mouvance des Frères. Quant au réseau constitué autour de la personnalité d'Issam al-Attar, il affiche nettement des préoccupations plus élitistes, du moins historiquement. Par contre, les personnes qui gravitent autour du tunisien Rashid Ghannoushi⁸ sont davantage concernées par la situation politique en Tunisie ou, entre autres préoccupations, par l'idée d'une meilleure intégration des principes de la démocratie libérale aux finalités des préceptes islamiques. D'autres, dont il sera plus bas, liés à des fractions plus politisées des Frères, prônent un engagement plus politique, qui fera sentir ses effets sur certains engagements terroristes.

Certains membres de ces différents réseaux se connaissent entre eux, mais ils se côtoient finalement peu en dehors de leurs réseaux spécifiques. Inversement, les Frères musulmans, indépendamment du réseau auquel ils appartiennent au sein de l'organisationnel majoritaire ou au sein des autres réseaux plus périphériques, entretiennent généralement des liens assez réguliers avec d'autres Frères en Europe. Ils bénéficient également de la venue ponctuelle de tel ou tel leader charismatique venu animer un séminaire, donner des conférences ou simplement maintenir les contacts.

En outre, la construction politique européenne a amené le mouvement des Frères à se doter d'organisations européennes modernes, visibles, dans l'espoir de pouvoir devenir des interlocuteurs pertinents pour des instances comme la Commission européenne ou le Parlement européen. La Belgique étant le siège de ces instances, elle devient également le lieu où celles-ci sont au moins formellement installées.

C'est ainsi que la *Federation of Islamic Organisations in Europe* (FIOE), qui regroupe les associations gérées par des Frères musulmans issus de la matrice organisationnelle majoritaire, a ouvert un bureau à Bruxelles. Ses membres adoptent un profil intégrateur, c'est-à-dire qu'ils axent leurs discours sur l'éducation, le bon comportement et la citoyenneté tout en valorisant une conception holistique de l'identité musulmane. Tandis qu'ils se mobilisent à l'encontre de certaines situations d'injustice, surtout dans le monde arabo-musulman, ils adoptent avant tout un point de vue constructif et pragmatique par rapport à la situation locale, nationale et européenne.

De même, la jeunesse islamique issue des Frères musulmans a donné naissance, en 1996, à un réseau d'organisations de jeunes musulmans européens, la *Federation of European Youth and Student Organisations* (FEMYSO) dont le bureau est également établi dans la capitale belge. L'objectif consiste aussi à affirmer l'identité musulmane au sein des institutions européennes et à y faire entendre les revendications musulmanes. Toutefois, de nombreux jeunes musulmans qui sont affiliés à cette organisation apparaissent désormais assez éloignés des dynamiques organisationnelles fréristes. Cela est d'autant plus vrai encore pour les jeunes qui oeuvrent au sein de la dynamique inter-associative *Présence Musulmane*, instiguée et animée par Tareq Ramadan, et qui parvient parfois à rassembler quelques centaines de jeunes lors de ses conférences. Il faut rappeler que Tariq Ramadan est le petit-fils de Hasan al-Banna, le fondateur du mouvement des Frères musulmans. Professeur de philosophie et conférencier, auteur de multiples ouvrages sur l'islam européen, il établit constamment des liens entre la tradition musulmane et les préoccupations contemporaines. Tareq Ramadan insiste sur la spécificité de l'islam qu'il veut promouvoir, dans sa dimension globale, et dénonce les limites et les dérives des systèmes occidentaux. Il propose aux jeunes musulmans de nouvelles alternatives susceptibles de leur offrir une plus grande harmonie entre leurs croyances religieuses et

leur intégration dans des sociétés non musulmanes.⁹

Milli Görüş (Vision confessionnelle)

Au sein de la population turque, les groupes de type fondamentaliste qui s'y implantent le font en se positionnant face au débat sur la laïcité de l'État kémaliste.

Après le coup d'État militaire de 1971 en Turquie, des groupes liés au *Refah Partisi* (Parti de la Prospérité, issu de l'ancien Parti de l'ordre national, *Milli Nizam Partisi*), fondé par le leader Necmettin Erbakan, constituent en Europe le mouvement *Milli Görüş*. Ils font leur apparition en Allemagne, mais également en Belgique, dès 1985, notamment pour soutenir la dynamique islamiste en Turquie. Deux personnalités charismatiques, Yusuf Zeynel Abidin et Akgün Erbakan (le frère de Necmettin Erbakan) jouent un rôle important dans l'implantation de ce mouvement.¹⁰

En Belgique, les *Milli Görüş* n'ont pas d'existence comme structure officielle, mais leurs mosquées sont toutefois regroupées sous la *Belçika İslam Federasyonu*, qui compte 29 sections locales.¹¹ Initialement, ces mosquées se distinguent radicalement de l'organe officiel de l'État turc, la Direction des affaires religieuses, implantée en Belgique et qui entend avoir le monopole du contrôle des mosquées turques. Cette tension s'atténue désormais puisque des collaborations s'établissent entre eux à des fins de lobbying dans le débat turco-européen.¹²

Par-delà l'opposition initiale entre nationalisme et islamisme, ce mouvement est surtout caractérisé par sa tentative de créer une synthèse turco-islamiste où est célébrée, par exemple, la grandeur de la dynastie ottomane. Fortement impliqué dans l'action sociale, il offre aux musulmans, dans ses mosquées, des services religieux mais aussi des services sociaux, culturels, éducatifs, sportifs ainsi qu'une panoplie de produits *halal*. Des branches féminines et de jeunes ont été créées en vertu de l'orientation adoptée lors du congrès général de 1995 alors que, dès 1992, a été inauguré à Hensies, près de la ville de Mons, l'Institut Avicenne des Sciences

Islamiques. Il sert d'internat pour jeunes filles pendant l'année scolaire, qui suivent en plus des cours de religion, et organise des camps pendant les vacances.¹³ À cette époque, les *Milli Görüş* ont opté pour une plus claire volonté d'intégration européenne. Ils restent toutefois partagés entre le regard qu'ils portent sur le devenir de l'État turc (et sa réislamisation) et leur implantation en Europe.

Süleymanli

Le mouvement des Süleymanli a été fondé par un Cheikh Nakşibendi, Suleyman Hilmi Tunahan, dans les années 1940, en opposition à la création de l'État kémaliste qui impose notamment la fermeture des écoles religieuses. Sa présence en Europe s'est intensifiée après le coup d'État de 1971 en Turquie.¹⁴

Les Süleymanli sont souvent décrits comme des mystiques, à cause de leur insistance placée sur la piété personnelle.¹⁵ En fait, ils ne cherchent pas à entrer en contact avec d'autres groupements ni à participer au débat public, mais ils tentent surtout de permettre à de nombreux musulmans de suivre un enseignement religieux. C'est pourquoi, leur réseau compte une dizaine de « centres culturels » islamiques (*İslam kültür merkezi*) qui se composent d'un lieu de prière et d'une école coranique. Ils ont également créé un internat pour des jeunes.

Justice et Bienfaisance—(Hizb al-) Adl wal-Ihsan

Le mouvement fondé par Abdessalam Yassine¹⁶ au Maroc et dirigé aujourd'hui par sa fille Nadia Yassine, connaît un succès considérable en Belgique comme dans l'ensemble des pays européens où est présente une communauté d'origine marocaine.¹⁷ C'est le plus récemment arrivé sur la scène belge, où il se présente sous l'appellation La fraternité, créée en 2005 (en France, l'organisation qui le représente s'appelle Participation et spiritualité musulmane). Suivant la stratégie utilisée par le mouvement, ce dernier a surtout été introduit en Europe par des étudiants marocains qui visent notamment à utiliser l'espace occidental

pour mener à bien le projet national du mouvement : faire pression sur le Maroc et l'engager sur la voie d'une démocratisation accrue qui laisserait une plus grande place à l'islamisation.

En Europe, le mouvement Adl wal-Ihsan place avant tout l'accent sur le rappel à Dieu et l'éducation. Afin de renforcer la motivation religieuse dans un esprit de dialogue, il organise des activités sociales et culturelles. Le projet intellectuel consiste à insuffler une dimension spirituelle d'inspiration soufi en se servant d'Abdessalam Yassine comme modèle, pour qui les membres témoignent beaucoup de déférence, et à qui ils vouent un véritable culte de la personnalité. D'ailleurs les membres entretiennent des liens permanents avec lui par le biais d'un forum sur Internet. Et bien qu'ils affirment ne pas se préoccuper du développement de l'islam salafiste, ils se présentent toutefois comme une alternative à ce courant islamique perçu comme purement intellectualisant.

Nadia Yassine a été invitée à plusieurs reprises en Belgique, où elle a présenté son ouvrage *Toutes voiles dehors* à une audience d'un millier de personnes venues de différents pays européens. Tout en invoquant son éducation dans un système d'enseignement occidental, qu'elle prétend donc connaître de l'intérieur, elle conteste notamment la « raison » qui s'est exprimée de Descartes à Nietzsche et qui, selon elle a évacué Dieu pour donner naissance à la théorie évolutionniste d'où est éliminé le Créateur.

En 2007, l'association La fraternité a par ailleurs organisé un colloque qui fut fort médiatisé au niveau européen. Avec pour titre « Spiritualité musulmane et valeurs universelles : pour une convergence constructive », cette rencontre a été mise en œuvre grâce à des moyens considérables : elle a donné lieu à des débats ponctués de chants spirituels soufis. L'association semble donc démontrer une volonté d'être présente sur la scène européenne tout en affichant une spécificité qui allie engagement sociopolitique, recherche spirituelle et l'utilisation de techniques médiatiques

(chanteurs musulmans, panels d'intervenants) susceptibles d'attirer d'importants auditoires.

L'ACTION POLITIQUE EN BELGIQUE

Les membres d'une petite frange de l'islam politique ont tenté de lancer une action politique en Belgique en participant aux élections législatives de 1999. Un parti islamique, le parti *Noor*, a été créé à l'initiative de Redouane Ahrouch, qui vise à susciter une véritable dynamique communautaire musulmane. Son programme politique se réduit à proposer des conceptions islamistes très générales : il promeut l'importance de la famille ainsi que des valeurs de la religion comme solution aux problèmes d'une société jugée matérialiste et immorale. Il souhaite aussi combattre l'injustice et la corruption. Son succès se limite à un millier de voix lors des élections et le parti adopte donc un profil bas. Dans l'attente que la communauté musulmane parvienne à maturité, selon lui, et comprenne donc les véritables enjeux, le parti se contente de recommander à l'électorat musulman d'aller se présenter aux bureaux de vote (car cela constitue une obligation légale) tout en invalidant ses voix en ne votant pour aucun des partis lors des élections communales et provinciales d'octobre 2000 car tous sont d'inspiration laïque.

Une deuxième initiative a vu le jour en 2003, à partir de la création du Parti citoyenneté et prospérité, porté par deux personnes significatives bien que relativement marginales. L'une est un belge converti à l'islam qui incarne une figure assez pittoresque de l'islam belge, Jean-François Bastin. L'autre est un franco-syrien, Bassam Ayachi, président du Centre Islamique Belge, actif depuis des années sur la scène bruxelloise militante bien que ses positions restent relativement marginales par rapport au reste de la communauté musulmane.

Pour des raisons personnelles et idéologiques, Jean-François Bastin s'est dissocié de Bassam Ayachi pour créer le Parti des jeunes musulmans. Aux dires de membres de ce parti, ce dernier prône une société et un

État islamiques mais ils sont conscients de l'impossibilité pratique de sa réalisation en Europe. Ses revendications se limitent donc au domaine du culte ou à des domaines sociaux et culturels : elles consistent avant tout à obtenir une plus grande visibilité de l'islam en Belgique. Le parti prône, par exemple, le financement des mosquées, la création d'émissions musulmanes à la radio-télévision d'État, l'octroi de congés légaux à l'occasion des fêtes musulmanes, l'organisation de repas *halal* dans les cantines scolaires ou encore le droit pour les femmes musulmanes d'être photographiées voilées sur les documents d'identité. Aux élections communales de 2000 et de 2006, ce parti a collecté quelques milliers de voix mais sans parvenir à avoir des élus. Pour ses membres, le succès était toutefois d'emblée au rendez-vous, puisqu'ils estimaient avoir réalisé leur nécessaire devoir de prédication à l'égard de la communauté musulmane.

GROUPES DE RIGORISME MORAL ET DE RADICALISME POLITIQUE

Considérant les quatre dimensions du fondamentalisme envisagées plus haut--celle cognitive, performative, idéologique, actionniste--il est intéressant de remarquer que certains groupes accentuent, plus que d'autres, les dimensions performatives et idéologiques. Ces dimensions sont justifiées à partir d'une lecture spécifique des textes fondateurs. Les limites entre les groupes sont souvent très difficiles à cerner et une même personne peut être proche d'un courant puis se joindre davantage à un autre courant.

La fraction idéologisée des Frères musulmans

Certaines dynamiques connotées « Frères » peuvent être qualifiées comme étant « en opposition » à la société : leurs membres continuent de prôner un islam de repli par rapport à la communauté belge et/ou un islam revendicatif et de forte sensibilisation par rapport aux pays d'origine et à des situations perçues comme injustes à l'égard des

musulmans. De tels groupes sont notamment liés à la présence, en Allemagne (à Aix-la-Chapelle), de leaders de la branche syrienne des Frères musulmans. Ceux-ci y ont trouvé refuge, notamment dès les années 1970, mais également après la répression sanglante qui a eu lieu en Syrie en 1982. Le leader Issam al-Attar y joue ainsi historiquement un rôle clé, bien qu'il prône désormais lui-même, pour les jeunes, l'intégration en Europe et qu'il se distancie désormais radicalement des dérives violentes auxquelles le mouvement a pu donner lieu.

C'est à partir de son courant de pensée habituellement dénommé *al-Tali'a* (Avant-garde islamique) qu'un noyau important de personnes, inspirées par cette idéologie initialement oppositionnelle, s'implante à Bruxelles. Ils donnent naissance à un important centre islamique (la mosquée al-Khalil, qui est le siège de la Ligue d'Entraide Islamique). La figure intellectuelle majeure en est, depuis les années 1990, l'imam d'origine marocaine Mohammed Toujgani. Il ne parle pas français, mais avec son charisme de prédicateur, il dégage une forte charge émotive auprès d'une audience arabophone considérable : la prière du vendredi voit affluer des centaines de fidèles de diverses régions de Belgique. Son discours noue des liens avec une démarche néo-salafiste, mais il se caractérise avant tout par une proximité à la forte tradition politique des Frères musulmans, sensible aux luttes dans lesquelles sont engagés les musulmans dans le monde (Palestine, Irak, Afghanistan etc.). Cette sensibilité va de paire avec une approche fortement critique et accusatrice de l'Occident. Ce prédicateur joue un rôle important car il a été nommé président de la Ligue des Imams de Belgique, une association corporatiste ayant la volonté de défendre les intérêts professionnels des imams. Il a par ailleurs influencé un ensemble de jeunes prédicateurs influents à Bruxelles, notamment Abu Abdallah Adil. C'est dans ce centre qu'était implanté, dans les années 1980, le Bureau des mujahidins afghans en Belgique, proche du parti *Hezb-i-islami* de Gulbuddin Hekmatyar. Ce parti, soutenu à l'époque par les États-Unis, a

constitué le terrain à partir duquel s'est établie la jonction avec d'autres mouvements islamistes tels que le G.I.A.¹⁸

Un autre centre culturel islamique qui se rattache à ce courant est fortement lié à une personne d'origine franco-syrienne, Ayachi Bassam, déjà évoqué plus haut. Ce leader, enseignant, prédicateur, a une moindre influence que le précédent mais il œuvre dans un noyau militant fort et sensibilise surtout une jeunesse en recherche de repères. Son discours opère une lecture littéraliste des textes fondateurs et aboutit à des positions qui visent à la création d'une réalité musulmane séparée. C'est ainsi qu'il célèbre des mariages islamiques en violation de la loi belge. C'est autour de ce leader qu'un site web, *assabye.com*, a été créé au début des années 2000 (le webmaster était un des fils d'Ayachi Bassam). Ce site, désormais suspendu, continue indirectement son activité à travers le site *Ribaati.org* ; il se fait le porte-parole des luttes des musulmans dans le monde bien qu'il véhiculait aussi surtout, dans les premières années, un discours radicalement antioccidental.

Le néo-salafisme

Différents courants néo-salafistes se sont implantés en Belgique depuis moins de dix ans. On entend par courant néo-salafiste, la réactualisation du wahhabisme par l'œuvre de figures intellectuelles importantes telles Abd al-Aziz Bin Baz, Ibn Outaymine, al-Albani ou Rabii al-Madkhali (sachant notamment que le dernier réfute particulièrement l'investissement dans l'action politique). Ils s'appellent « salafi » mais la confusion engendrée avec le courant historique réformateur de la salafiyya impose de les différencier du point de vue terminologique.

L'arrivée de ce courant en Belgique est liée au retour de quelques jeunes musulmans belges ayant entamé, ou achevé, un curriculum d'études à l'université de Médine - centre intellectuel du néo-salafisme -, ou encore en Jordanie. Elle résulte aussi de contacts qui sont établis par-delà les frontières, notamment à partir d'Internet, avec des leaders salafistes :

ceux-ci sont notamment établis aux Pays-Bas, pour les musulmans parlant le flamand, ou en France, pour les musulmans parlant le français, ou encore dans le monde arabe. En Belgique, il y a toutefois très peu de figures intellectuelles. Les leaders les plus connus sont notamment Mustafa Kastit (qui propose une vision réformée de la salafiyya – la salafiyya tajdidiyya) et Daoud Van Beveren.

Leur activité porte sur trois axes. L'animation de mosquées, la création de centres de formation (par exemple, le jardin des jeunes), l'ouverture de maisons d'édition (notamment Al- Imam al-Bokhari) et de librairies, des sites web (notamment sajidine.com). Leur discours est avant tout fortement moralisateur, très préoccupé de fixer la frontière entre le licite et l'interdit ainsi que de mettre l'accent sur la pratique religieuse. Ils sont soucieux de ne pas créer d'innovations blâmables dans le domaine de la religion. Le recours aux chaînes de la tradition est amplement mobilisé et les savants spécialisés dans la science des *hadiths* sont mentionnés en première ligne. Il en résulte un discours normatif et ritualiste qui a une certaine prise auprès des jeunes. Avant les élections législatives du 10 juin 2007, un tract relativement bien argumenté d'un point de vue théologique, issu du milieu salafiste mais non signé, a circulé dans la communauté musulmane. Il appelait les musulmans à boycotter ces élections, associant la participation à celles-ci à la plus importante forme de transgression vis-à-vis de Dieu (*taghout*) puisque Dieu seul y est reconnu comme ayant le droit absolu de légiférer. Le texte est notamment disponible sur le blog <http://lejardindessoeurs.over-blog.com/article-6451761.html>.

L'influence salafiste ne se limite pas aux lieux susmentionnés, mais elle peut se rencontrer ailleurs. Par exemple, la prédication de l'imam Toujani pourrait être qualifiée, à certains égards, de salafiste car il appuie ses références aux *hadiths*, et notamment sur l'interprétation qu'en fait al-Albani. D'autres imams s'inscrivent dans cette même veine de référents intellectuels. À noter aussi, que l'imam d'origine algérienne Abdelkader

Bouziane, qui réside en France depuis 25 ans et qui en a été expulsé en 2004 par le ministre de l'intérieur de l'époque N. Sarkozy, pour avoir défendu la légitimité de punitions corporelles des femmes, a été abrité par la mosquée de Farciennes, en Wallonie, à l'insu des autorités belges, jusqu'à une protestation émanant de certains fidèles.

L'ACTION MILITANTE ET ARMÉE

Les services belges de sécurité ont été rapidement actifs sur le terrain de l'islam fondamentaliste radical, dès la fin des années 1970. La petite taille du pays et la présence de personnes compétentes en islamologie et arabisantes, au sein des services spécialisés, ont largement contribué au bon suivi des phénomènes de radicalisation. Des noyaux activistes ont ainsi été découverts en Belgique. Ils ont été démantelés sans qu'aucun attentat n'ait été commis. Il est à noter que, parmi la vingtaine de personnes arrêtées et liées à des individus qui seront ensuite inculpés pour des faits de terrorisme, la majorité est composée de personnes dites de « première génération », c'est-à-dire qu'elles sont anciennement arrivées ou qu'elles venaient d'arriver en Belgique.¹⁹ Ces groupes militants sont le plus souvent concernés par des actions à conduire dans les pays musulmans et ne s'adressent pas à la réalité belge comme telle. Il s'agit donc plutôt des bases arrières d'actions conduites, ou à conduire, ailleurs. Toutefois, il existe l'une ou l'autre exception.

Un événement inattendu : mars 1989

Quelques mois après l'éclatement de l'affaire Rushdie (octobre 1988), le directeur du Centre Islamique et culturel de Belgique, l'important centre créé à l'initiative de la Ligue islamique mondiale en plein cœur de Bruxelles, a été assassiné dans son bureau. Le bibliothécaire du Centre a été également assassiné. Ce Directeur était un fonctionnaire de la Ligue islamique mondiale ; il avait été nommé quelques années auparavant. Les auteurs de cet assassinat n'ont jamais été renvoyés à la justice. L'assassinat a été

revendiqué par le Mouvement de la révolution islamique saoudienne sans que cette revendication n'ait jamais été confirmée. Quoi qu'il en soit, cet épisode ne semble en rien lié à la réalité de l'islam belge et les raisons de cet assassinat retentissant restent obscures.

Les réseaux liés aux événements algériens (milieu des années 1990)

Le succès électoral du Front islamique du salut (FIS) en décembre 1991 et la suspension du deuxième tour des élections en janvier 1992, qui aurait vu le succès éclatant de ce parti en Algérie, est à l'origine des années dramatiques qui ont ensanglanté ce pays. En Belgique, la communauté d'origine algérienne est très réduite, tout comme elle l'était dans le passé (pendant la décolonisation, elle avait toutefois connu l'implantation d'une base arrière de patriotes algériens voués à soutenir la guerre de libération contre le colonisateur français).

Depuis le début des années 1990, le F.I.S. a créé une instance de représentation à l'étranger destinée à épauler l'action locale en Algérie. Dès 1992, des activistes du F.I.S. s'installent en Belgique et des tracts de soutien au F.I.S. et au Groupe islamique armé (GIA) commencent à circuler dans les mosquées.²⁰ La propagande du F.I.S. est assurée : son périodique principal, à l'époque (*al-Munqidh - Le sauveur*), était imprimé en Belgique de manière plus ou moins clandestine.²¹

Un réseau a été démantelé en 1995 (après les attentats du métro saint-Michel à Paris) dont la cheville ouvrière était Ahmed Zaoui (d'où le nom du réseau Zaoui). Son but consistait à fournir un soutien logistique à des membres du G.I.A. (des faux passeports et, dans certains cas, des armes). Zaoui fut condamné à cinq ans de prison et quitta ensuite la Belgique dans des circonstances un peu particulières. Il se retrouva en Suisse d'où il fut expulsé vers le Burkina Faso (moyennant une rente mensuelle octroyée par le gouvernement suisse). Quelques années après, il n'y avait toutefois plus de trace de cette personne à Ouagadougou où il résidait. Ce

réseau avait des connexions en France, notamment à Lille, Paris et Lyon.

Un deuxième réseau a été démantelé en 1998 qui était lié au Groupe salafiste pour la prédication et le combat. Ce groupe, dirigé en Algérie par Hasan Attab, était issu du G.I.A. bien qu'il divergeait avec ce dernier sur les stratégies à mener. Depuis janvier 2007, il a pris la nouvelle appellation du Groupe al-Qa'ida au Maghreb islamique. Le réseau (appelé réseau Mellouk, du nom du leader principal) démantelé en Belgique, composé d'une dizaine de personnes avait une fonction avant tout logistique. Ces arrestations et condamnations ont donné lieu à quelques communiqués de menace à l'égard de la « Belgique croisée », complice de la « France colonisatrice ».²² Selon certains auteurs bien informés,²³ ces groupes seraient le creuset d'un mouvement en gestation, le Groupe islamique combattant marocain (*al-Jama'at al-Islamiyyat al-Mujahid fil Maghrib*), qui fera son apparition au Maroc quelques années plus tard.

Les connexions à al-Qa'ida

Le 9 septembre 2001, le commandant Ahmed Massoud, chef tadjik de l'Alliance du nord était assassiné en Afghanistan par deux journalistes kamikazes qui étaient sensés l'interviewer. Un de ces faux journalistes, sympathisants d'al-Qa'ida, était le belgo-tunisien Abd al-Satar Dahmane. Il était arrivé en Belgique en 1987 pour effectuer des études et a eu des contacts avec l'entourage de Maroufi,²⁴ qui apparaîtra plus tard comme une des personnes clés des mouvements jihadistes en Belgique. Il a rejoint l'Afghanistan en 2000 avec son épouse, une belgo-marocaine, Malika el Aroud ; tous les deux avaient été « resocialisés à l'islam » dans l'environnement du centre islamique de Ayachi Bassam qui les avait d'ailleurs mariés selon la religion islamique.²⁵ Tous deux sont l'expression d'un parcours de réislamisation d'une jeunesse partiellement socialisée en Belgique.²⁶ Malika al-Aroud reste une militante islamiste convaincue.

En lien au conflit afghan, et plus largement à une stratégie jihadiste internationale a été découvert un réseau faisant référence à Tareq Maroufi, un vieux militant tunisien déjà impliqué dans le réseau Zaoui. Nizar Trabelsi, un joueur de football d'origine tunisienne, était aussi impliqué. Ce réseau, duquel dix personnes ont été arrêtées le 13 septembre 2001, avait des connexions internationales. Des armes, du matériel pour la fabrication d'explosifs, des faux papiers ont été trouvés : les membres de ce groupe semblaient préparer une série d'attentats (ambassades américains, siège de l'Otan...), mais ils ont été condamnés par la justice belge en 2004 entre cinq et dix ans de détention. C'est aussi à partir de leurs arrestations qu'un réseau italien a été démantelé. Jusqu'à présent, il y a des présomptions mais toujours aucune preuve de la présence, en Belgique, de groupes liés au Groupe Islamique combattant Marocain²⁷ à l'origine des attentats de Casablanca (mai 2003) et de Madrid (mars 2004). Toutefois certaines arrestations de belgo-marocains ont eu lieu relativement à ces attentats (en 2004 ou en novembre 2006).

Par ailleurs, un émoi considérable a été suscité par la découverte qu'un attentat kamikaze, commis en Irak le 9 novembre 2005, était l'œuvre d'une belge convertie à l'islam, Muriel Degauque, et de son mari d'origine marocaine. Le parcours de cette femme de 38 ans est emblématique du passage d'une marginalité sociale vers une réidentification par le biais du mariage et de la conversion, et ensuite le recrutement.²⁸ Ce couple avait d'ailleurs été marié selon la tradition islamique par Bassam Ayachi. Cet épisode a révélé l'existence d'une filière belge de recrutement. Celle-ci était d'ailleurs animée par un belge, converti à l'islam. Six personnes ont été arrêtées en vue d'un procès en novembre 2007 mené dans un tribunal correctionnel pour association de malfaiteurs à visée terroriste.

CONCLUSION

Cette exploration du paysage du fondamentalisme islamique en Belgique

permet de formuler quelques conclusions. La Belgique, comme la plupart des pays européens, n'est pas épargnée de la présence d'un univers fondamentaliste en général et de courants militants en particulier. On peut penser qu'un enseignement fondamentaliste (issu de divers courants) constitue un terreau favorable à l'émergence de formes d'actions plus radicalisées car les stratégies qui utilisent la violence armée doivent pouvoir être justifiées par des théorisations religieuses puisées dans des répertoires fondamentalistes.²⁹ Toutefois, celui-ci en est une des conditions nécessaires mais non suffisantes. En effet, le passage à l'action n'a lieu que par l'insertion dans des noyaux et des réseaux limités. Tous les groupes démantelés en Belgique sont constitués de petits noyaux ayant des relations interpersonnelles étroites, sous l'influence de l'un ou l'autre leader. En outre, il apparaît que les formes radicalisées en Belgique ont leur raison d'être principale dans des situations conflictuelles dans lesquelles les musulmans sont engagés dans le monde. Le plus souvent, les acteurs qui s'engagent dans l'action en lien à ces questions appartiennent soit à une immigration récente soit à de plus anciennes migrations. Le cas de jeunes nés et socialisés en Belgique, engagés dans l'action armée, n'est pas majoritaire. Mais il n'est pas non plus tout à fait inexistant. Jusqu'à présent, personne correspondant à ce profil n'a été arrêté en Belgique (mais certains l'ont été au Maroc, en Afghanistan et en Turquie).

**Brigitte Maréchal est assistante de recherches au Centre Interdisciplinaire de l'Etude de l'Islam dans le Monde Contemporain (CISMOC) à l'Université catholique de Louvain. Elle est co-auteur de trois ouvrages intitulés « Convergences musulmanes : Aspects contemporains de l'Islam dans l'Europe élargie », « Muslims in the Enlarged Europe : Religion and Society » et « Relations et co-inclusion : Islam en Belgique ». A paraître en 2008 : The Strength of the Brothers : Roots and Discourses of the Muslim Brotherhood in Europe (Brill, Leiden).*

NOTES

¹ Dassetto, Felice, « After September 11th : Radical Islamic Politics and European Islam », dans Brigitte Maréchal, Stefano Allievi, Felice Dassetto, et Jorgen Nielsen (éds.), *Muslims in the Enlarged Europe : Religion and Society*, Brill, Leiden, 2003, pp. 489-530.

² Mohamed El Battiui et Meryem Kanmaz, *Mosquées, imams et professeurs de religion islamique en Belgique : état de la question et enjeux*, Fondation Roi Baudouin, Bruxelles, 2004.

³ Bernard Lewis, « The Return of Islam », dans *Commentary*, vol. 61, no. 1 (1976), pp. 39-49.

⁴ Felice Dassetto, « Visibilisation de l'islam dans l'espace public », dans Albert Bastenier et Felice Dassetto (éds.), *Immigrations et nouveaux pluralismes : une confrontation de sociétés*, De Boeck Université, Bruxelles, 1990, pp. 179-208.

⁵ Muhammad Khalid Masud, *Travellers in Faith : Studies of the Tablighi Jama'at as a Transnational Islamic Movement for Faith Renewal*, Brill, Leiden, 2000.

⁶ Felice Dassetto, « Tablighi Jama'at in Belgium », dans Masud, *Travellers in Faith*, pp. 174-87.

⁷ Alain Grignard, « Profil des organisations islamistes en Belgique », dans Robert Bistolfi et François Zabbal (éds.), *Islams d'Europe*, Éditions de l'Aube, Paris, 1993, pp. 110-17.

Alain Grignard, « L'islam radical et sa présence en Belgique », dans Chemsî Cheref-Kahn et Jacques-Ch. Lemaire (éds.), *Islam et musulmans dans l'espace européen : défis de la laïcité*, Espace de libertés, Bruxelles, 2003, pp. 45-69.

⁸ Il est le leader de l'ancien Mouvement de la tendance islamique, créé en 1981, devenu al-Nahda. Ce dernier vise à libérer les terres musulmanes de toute influence étrangère et établir un État islamique, qui agit conformément aux préceptes de l'islam. Il propose toutefois une option legaliste qui se montre sensible à la spécificité tunisienne et aux dynamiques progressistes.

⁹ Pour un aperçu des discours circulant dans les milieux Frères musulmans européens sur la notion de djihad, voir l'article de Brigitte Maréchal, « La sémantique de l'action engagée, en rapport au martyr, dans des discours apparentés aux Frères Musulmans européens », dans Brigitte Maréchal, Felice Dassetto (coordonné par), « Le suicide offensif en islam: clés de lecture », *Maghreb-Machrek*, no. 186 (Hiver 2005-2006), pp. 39-56.

¹⁰ Ural Manço, « Les organisations islamiques dans l'immigration turque en Europe et en Belgique », dans Felice Dassetto (éd.), *Facettes de l'islam belge*, Academia/Bruylant, Louvain-la-Neuve, 1997, pp. 143-58.

¹¹ El Battiui et Kanmaz, *Mosquées, imams et professeurs de religion islamique en Belgique*.

¹² Samim Akgonül, « Millî Görüş : institution religieuse minoritaire et mouvement politique transnational (France et Allemagne) », dans Samir Amghar (éd.), *Islamismes d'Occident : état des lieux et perspectives*, Editions Lignes de repères, Paris, 2006.

¹³ Manço, « Les organisations islamiques dans l'immigration turque ».

¹⁴ Felice Dassetto, *La construction de l'islam européen : approche socio-anthropologique*, L'Harmattan, Paris, 1996.

¹⁵ N. Landman, « Sufi Orders in the Netherlands : Their Role in the Institutionalization of Islam », dans W.A.R. Shadid et P.S. Van Koningsveld, *Islam in Dutch Society: Current Developments and Future Prospects*, Kampen, Kok Pharos, 1992, pp. 29-39.

¹⁶ Selon Malika Zeghal, le Cheikh Yassine connaît un parcours mystique, au sein de la confrérie Boutchichiyya, avant de s'engager en politique. Il reprend notamment la figure messianique du « sauveur », du chérifisme, du « rénovateur » venu rétablir la justice et du soufisme ; il est le cheikh de sa confrérie, et est considéré par les membres de cette dernière comme un saint homme. En tant que leader islamiste, il réclame aussi la fondation d'un État défini par l'islam (voir Malika Zeghal, *Les islamistes marocains : le défi à la monarchie*, La Découverte, Paris, 2005).

¹⁷ Amel Boubekeur et Samir Amghar, « Les partis islamistes du Maghreb et leurs liens avec l'Europe: influences croisées et dynamiques de démocratisation », Euromesco, Bruxelles, 2006.

¹⁸ Voir à ce propos l'étude détaillée d'Alain Grignard (Alain Grignard, « La littérature politique du G.I.A. algérien : des origines à Djamal Zitouni. Esquisse d'une analyse », dans Dassetto, *Facettes de l'islam belge*, pp. 69-96).

¹⁹ Ces personnes avaient toutes la nationalité belge malgré leur arrivée récente dans le pays. La loi belge sur la nationalité autorise son octroi après deux ans de résidence dans le pays. Cette naturalisation rapide est une exception en Europe. La décision fut prise en 2000 par des pures raisons de tactique électorale : par le vote d'immigrés naturalisés belges, les décideurs politiques espéraient ainsi contrer le vote de l'extrême droite flamande (Vlaams Block), particulièrement fort dans les districts électoraux où il y a une forte présence immigrée (Anvers, Malines, Gand...).

²⁰ Alain Grignard, « L'islam radical en Belgique à travers la littérature de propagande: une introduction », dans Dassetto (éd.), *Facettes de l'islam belge*, pp. 167-78.

²¹ Alain Grignard, *L'islam radical et sa présence en Belgique*, Université de la Paix, Namur, 2004.

²² Claude Moniquet, *Djihad et islamisme en Belgique : tout sur les réseaux et les ramifications*, Jourdan Le Clercq éditions, Bruxelles, 2005.

²³ Grignard, *L'islam radical et sa présence en Belgique*.

²⁴ Marie-Rose Armesto, *Son mari a tué Massoud*, Balland, Paris, 2002.

²⁵ Moniquet, *Djihad et islamisme en Belgique*.

²⁶ Armesto, *Son mari a tué Massoud*.

²⁷ Saïd Haddad, « Le jihadisme au Maghreb: vers la fin des exceptions algériennes et marocaines ? », dans Jean-Luc Marret (éd.), *Les fabriques du Jihad*, PUF, Paris, 2005, pp. 215-39.

²⁸ Pierre Guelff, *Chaleroi-Baghdad : vie et parcours d'une kamikaze belge*, Jourdan Le Clercq éditions, Bruxelles, 2006.

²⁹ Dassetto et Maréchal, « Le suicide offensif », pp. 7-14.